

2ème CTL sur la « Géographie revisitée »

Nous sommes en plein surréalisme

Selon la définition donnée en 1924 par André Breton, le surréalisme est, je cite : « ... une véritable dictée de la pensée composée en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute esthétique ou morale... ». Mais là nous parlons d'art. On peut aimer ou détester, regarder ou tourner le dos, il n'en demeure pas moins que d'immenses artistes ont accompagné ce mouvement dont les œuvres peuplent les musées du monde entier.

Si l'art peut changer les hommes et les femmes, il ne change en rien leur vie quotidienne et ne présente (à priori) aucun danger pour nous.

Le surréalisme des discours de la direction, aux élu-es ou aux agent-es et leurs représentant-es est effrayant de cynisme et d'inconscience. Pour « singer » la définition ci-dessus, le discours servi est dicté par une pensée unique ultra libérale, absente de toute raison et de toute morale. Leurs auteurs rejoindront, eux, le panthéon des fossoyeurs du service public.

Solidaires Finances Publiques 31 avait décidé d'aller au 2ème CTL sur la « géographie revisitée » comme pour le premier dans le respect

de nos mandats et la volonté de récolter le maximum d'informations pour les personnels

Eh bien il ne ressort quasiment rien de quelques heures d'échanges virils parfois, si ce ne sont des interrogations qui restent posées, des contre-vérités assénées et bien peu de certitudes, si ce n'est celle que la fameuse pensée unique entend détruire la DGFIP. C'est pourquoi plutôt qu'un compte-rendu nous avons préféré un « recueil de surréalisme institutionnel ».

Quelques-uns de ces « moments surréalistes »

Nous n'avons pas eu à attendre longtemps car dès son introduction le DRFiP, une fois asséné pour une énième fois son discours lénifiant sur les raisons de la réforme, s'est enfermé dans ses contradictions. Il cite les élus, plutôt du monde rural, qui auraient « une attente d'aide de la DGFIP à laquelle les comptables ne peuvent pas répondre correctement aujourd'hui, car les techniques sont complexes, les missions étendues et les moyens pas extensibles... Moi-même je ne suis pas omniscient... ». Disant cela il reconnaît d'abord qu'une des raisons majeures des difficultés des postes c'est l'emploi qui n'est pas à la hauteur des charges. Par ailleurs, il voudrait nous vendre des techniciens pointus d'un côté, les conseillers en gestion publique, mais n'hésite pas une seconde par ailleurs à vanter le transfert du paiement en numéraire à la Française des Jeux et aux bureaux de tabac ou l'emploi massif de services civiques ! **Totalement surréaliste.**



Et sur ce dernier point le DRFiP se défend d'avoir indiqué aux élus (alors que c'est clairement écrit dans leur compte-rendu) que ces services civiques seraient parfaitement aptes à assumer nos missions. Les élus n'auraient pas bien compris il voulait seulement leur dire qu'ils devaient rechercher des volontaires au plus près de leur territoire !!! **Totalement surréaliste.**

Sur la place et le rôle des conseillers qui ne seront pas les comptables nous avons soulevé le risque de conflit entre les deux. Le DRFiP nous répond que « *c'est un écueil effectivement qu'il faudra essayer de limiter au maximum... et qu'il faudra qu'on expérimente...* ». On croit rêver parce que la géographie revisitée n'est pas en mode expérimental mais bien à une phase de généralisation. Cette réponse signifie en clair qu'ils savent que ça va ou peut poser problème mais bon, c'est pas grave, s'il y a de la casse on verra bien le moment venu ! **Totalement surréaliste.**

Au moment d'évoquer la lutte actuelle dans le Lauragais nous avons rappelé que la demande des élu-es n'était pas d'avoir un point bleu ou vert mais le maintien de trésoreries de plein exercice. Ce à quoi le DRFiP répond « *que cette demande ne lui paraissait pas être au cœur de leur propos... s'ils ne veulent pas de mes points de couleur ils n'ont qu'à l'écrire... et s'ils n'en veulent vraiment pas ce n'est rien on commencera par les faire ailleurs...* ». Nous parlons là du 1^{er} janvier 2020, **totalement surréaliste.**

Au chapitre de l'engagement de « non mobilité », un mensonge selon nous dès lors qu'il y aura à minima mobilité fonctionnelle, nous avons aussi eu droit à de grands moments. À une question par exemple sur le maintien d'agents sur leurs sites actuels sans encadrement le DRFiP répond « *... nous verrons au cas par cas et on accompagnera en télétravail ou travail à distance et on peut aussi imaginer du coworking mais peut-être pas tout le temps et moi je l'imaginai autour de la métropole...* ». Au-delà du fait que l'on retrouve là son idée d'une implantation à Labège cela revient à nous dire qu'ils n'ont aucune idée de comment, où et avec qui va se résoudre l'équation infernale fermetures de sites/changements de métiers/pas de mobilité forcée. **Totalement surréaliste.**



Sur la désertification du Nord Toulousain (qui plus est avec une cité déplacée à Jolimont) sur toutes les missions, notamment de gestion publique, le DRFiP nous dit « *... j'entends ce que vous dites et j'y réponds en partie avec une antenne de SIE à Fronton... je sais qu'il n'y a pas la place pour accueillir autant d'agents... il faut réfléchir à la question immobilière... et si on ne peut pas le faire en 2021 on fera en 2022 et si on peut pas en 2023...* ». Comme nous lui avons dit c'est un mépris incroyable des populations, des élu-es et des agent-es qui savent qu'ils vont passer à la trappe mais sans aucune idée du moment et des conditions. **Totalement surréaliste.**

Sur la mesure de l'accueil dans les points bleus, le DRFiP étudie par exemple à Caraman et Lanta des permanences conjointes et alternées, ou une ouverture large à Saint Alban qui a une grosse affluence fiscale. Et il nous dit « *... nous prévoyons une présence plus forte au départ et notre base est l'accueil général du SIP de rattachement plus les paiements mais les statistiques ne sont pas fiables... je souhaite faire des tests...* ». D'abord, comme pour les « expérimentations » ce n'est pas ce que dit le ministre qui impose un plan, pas des tests. Ensuite on voit que, comme pour les rapprochements lieux d'habitation des agents/implantations de services, une grande partie de cette contre-réforme repose sur des pré-supposés et des éléments fragiles passés au crible d'algorithmes bien loin de la préoccupation des populations et des agent-es. **Totalement surréaliste.**



Pour leur remettre les pieds sur notre terre rendez-vous à la rentrée pour combattre encore cette réforme inique et destructrice